

**CONTRAT A DUREE DETERMINEE
NATURE DES FONCTIONS OU BESOINS DES SERVICES (Cat. A)**

**ÉTABLI EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 3-3 2°
DE LA LOI DU 26 JANVIER 1984 MODIFIEE**

RH-2022-01

Entre

Le Syndicat Mixte Orge Yvette Seine représenté par son Président ; et dûment habilité par délibération du Comité Syndical en date du 14 septembre 2020 ci-après désignée "la collectivité (ou l'établissement) employeur",

Et

Monsieur Simon PARIS "le co-contractant",

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-3 2°,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération du bureau syndical du 27 mai 2021 créant l'emploi d'ingénieur,

Vu la délibération du bureau syndical du 8 février 2022 autorisant le recrutement d'un agent contractuel de catégorie A pour pourvoir l'emploi d'économe de flux

Vu la déclaration de vacance d'emploi auprès du Centre de Gestion,

Considérant que la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient (catégorie A),

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET, DUREE DU CONTRAT ET CONDITIONS D'EMPLOIS

Monsieur Simon PARIS est engagé sur le fondement de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 susvisée pour assurer les fonctions d'économe de flux correspondant à la catégorie hiérarchique A.

Le présent contrat est conclu à compter du 16 mai 2022 pour une durée de 3 ans. Il prendra fin le 15 mai 2025.

Monsieur Simon PARIS est soumis à une période d'essai de 3 mois.

Monsieur Simon PARIS exercera ses fonctions sous la responsabilité du Directeur Général des Services, à temps complet.

ARTICLE 2 : DROITS ET OBLIGATIONS

Conformément aux dispositions de l'article 136, alinéa 2, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, Monsieur Simon PARIS est soumis pendant toute la période d'exécution du présent contrat aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 susvisés.

En cas de manquement à ces obligations, le régime disciplinaire prévu par le décret précité pourra être appliqué.

ARTICLE 3 : REMUNERATION

Pour l'exécution du présent contrat, Monsieur Simon PARIS reçoit une rémunération mensuelle sur la base de l'indice brut 611, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement, (*le cas échéant*), les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

ARTICLE 4 : SECURITE SOCIALE - RETRAITE

Pendant toute la durée du présent contrat, la rémunération de Monsieur Simon PARIS est soumise aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité Sociale.

Monsieur Simon PARIS est affilié à l'IRCANTEC.

ARTICLE 5 : RENOUELEMENT DU CONTRAT

Le présent contrat est susceptible de renouvellement par reconduction expresse pour une durée maximum de 3 ans dans la limite d'une durée totale de 6 ans. L'autorité territoriale notifie son intention de renouveler l'engagement au plus tard :

- 8 jours avant le terme de l'engagement pour un agent recruté pour une durée inférieure à 6 mois,
- 1 mois avant le terme de l'engagement pour un agent recruté pour une durée égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans,
- 2 mois avant le terme de l'engagement pour un agent recruté pour une durée supérieure ou égale à 2 ans.
- 3 mois avant le terme de l'engagement pour un agent dont le contrat est susceptible d'être renouvelé pour une durée indéterminée. *

Monsieur Simon PARIS dispose d'un délai de 8 jours pour faire connaître le cas échéant son acceptation. En cas de non réponse dans ce délai, Monsieur Simon PARIS est présumé renoncer à son emploi.

ARTICLE 6 : RUPTURE DU CONTRAT

1) Licenciement à l'initiative de la collectivité (*ou établissement*) employeur

En cas de licenciement, Monsieur Simon PARIS a droit à un préavis d'une durée de :

- 8 jours pour l'agent qui justifie d'une ancienneté de services inférieure à 6 mois
- 1 mois pour l'agent qui justifie d'une ancienneté de services comprise entre six mois et inférieure à deux ans
- 2 mois pour l'agent qui justifie d'une ancienneté de services égale ou supérieure à deux ans. *

L'attribution du préavis tel que déterminé ci-dessus est toutefois conditionnée par l'application des dispositions de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat.

Il en est fait de même pour l'attribution de l'indemnité de licenciement.

Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, ainsi qu'au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.

Le licenciement est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge.

2) Démission du co-contractant

La démission de Monsieur Simon PARIS doit être clairement exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Monsieur Simon PARIS est tenu de respecter un préavis d'une durée de :

- 8 jours pour l'agent qui justifie d'une ancienneté de services inférieure à 6 mois
- 1 mois pour l'agent qui justifie d'une ancienneté de services comprise entre six mois et inférieure à deux ans
- 2 mois pour l'agent qui justifie d'une ancienneté de services égale ou supérieure à deux ans.

La durée de service est appréciée sur la base de l'ensemble des contrats conclus entre le co-contractant et Monsieur Simon PARIS, y compris ceux effectués avant une interruption de fonctions de 4 mois au plus ne résultant pas d'une démission.

ARTICLE 7 : CONTENTIEUX

Les litiges nés de l'exécution du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative dans le respect du délai de recours de deux mois.

Fait en double exemplaire
A Sainte Geneviève des Bois, le 8 mars 2022

signatures

SMOYS
Syndicat Mixte Orge - Yvette
Seine
POUR L'ELECTRICITE ET LE GAZ

Le Président,
Brahim OUAREM

le co-contractant

Simon PARIS

02/04/2022 14:07:19

02/04/2022 14:07:19
02/04/2022 14:07:19

02/04/2022 14:07:19
02/04/2022 14:07:19
02/04/2022 14:07:19

02/04/2022 14:07:19

02/04/2022 14:07:19